

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: - (2014)
Heft: 1

Artikel: Les intérêts géopolitiques des acteurs de la crise du Mali (1)
Autor: Chauprade, Aymeric
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-781097>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 29.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>



Ci-contre et suivante: un groupe de combattants touaregs des MNLA.

International

Les intérêts géopolitiques des acteurs de la crise du Mali (1)

Aymeric Chauprade

Docteur en Science politique, directeur de www.realpolitik.tv

Le Sahara a beau avoir été longtemps une mer plus difficile à franchir que la mer Rouge, qui séparait le monde arabe de la Corne de l'Afrique, des relations entre les Berbères d'Afrique du Nord et les Noirs d'Afrique subsaharienne ont existé bien avant la conquête musulmane : au moins depuis l'époque romaine.

Durant le premier millénaire de l'ère chrétienne, disposant déjà largement du dromadaire, les Berbères (et parmi eux, les Touaregs) ouvrirent les premières routes du commerce transsaharien qui partaient de Sijilmassa (au nord du Sahara occidental, au Maroc), traversaient l'actuelle Mauritanie et atteignaient le royaume de Ghana fondé sur le Niger en 800. Ils établirent la jonction avec les ethnies noires du Sahel : les chasseurs du groupe linguistique *Mandingue* (Bambaras, Malinkés, Soninkés peuplant aujourd'hui le Sud du Mali jusqu'à Tombouctou), les pasteurs du groupe *Peul* (dont font partie les Toucouleurs, dans les Etats actuels du Sénégal, de la Mauritanie, du Mali) et les *Songhay* tout le long du fleuve Niger, de Tombouctou jusqu'à Niamey.

Du sud de la savane sahélienne, depuis les forêts peuplées d'ethnies noires, viennent l'or et les esclaves, l'ambre et les peaux de bêtes qui traversent le Sahel pour remonter vers les cités Berbères d'Afrique du Nord. Le sel du Sahara suit un chemin inverse en direction du Sud.

Ce commerce permet l'émergence et l'enrichissement des empires urbanisés du Sahel-le Ghana des Soninké (IX-XI^e), le Mali des Malinké (XIII-XV^e), et l'Empire de Gao des Songhay (VII-XVI^e), tous construits au contact des mondes saharien et sahélien, le long des grandes fleuves nourriciers (Sénégal et Niger), de la volonté de contrôler les routes transsahariennes. A son apogée, à la fin du XIII^e siècle, le Mali s'étend ainsi sur une longueur de 2000 km, de l'Atlantique à la bouche du Niger, et englobe les territoires des Etats actuels de la Guinée, de la Gambie, du Sénégal ainsi que de l'extrême Sud de la Mauritanie, du Niger et du Mali.

La première islamisation du Sahel se fait par capillarité, en épousant le développement commercial. Jusqu'au

XI^e siècle, les Noirs sont en contact avec des marchands musulmans davantage qu'avec des guerriers. Se convertir à l'Islam et aller à la Mecque (voyages qui ajoutent aux flux commerciaux transsahariens) permet de s'intégrer dans les réseaux commerciaux. Telle est la logique des chefs maliens lorsque ceux-ci choisissent l'Islam, au XIII^e siècle. Mais l'Islam ne pénètre pas la frontière savane/forêt, au-delà de laquelle se trouve le vivier d'esclaves noirs que ponctionne la traite arabo-musulmane - notamment des jeunes vierges et des enfants, à la différence de la traite européenne qui enlèvera à l'Afrique des hommes adultes.

Il serait cependant vain d'opposer un Islam pacifique et commerçant à un islam violent et jihadique. Durant les premières siècles de l'islam en Afrique du Nord, la tendance kharijite, prônant l'égalité et le rejet des privilèges des aristocraties arabo-musulmanes, apparaît comme une réaction berbère aux Arabes - Ommeyyades, Abbassides et Fatimides. Sijilmassa, sur le versant est de l'Atlas, qui deviendra un des grands *hubs* du commerce saharien, est ainsi fondée, au milieu du VIII^e, par des commerçants kharijites. Mais, sorti des Berbères Latuna, le mouvement almoravide veut établir « la vraie foi, » le sunnisme, et son « vrai droit islamique, » le malikisme, au détriment de « l'hérésie kharijite. » En 1076, avec la conquête du royaume de Ghana, la première construction politique d'Afrique occidentale tombe entre ses mains.

Le Sahel est désormais le domaine du *sunnisme malékite* et reste ensuite imperméable, presque un millénaire durant, à cette permanence musulmane, sortie des centres turcs et arabes : le retour violent à « l'islam des origines. » Le fondamentalisme - visant à revenir au fondement de l'islam qui établit un lien direct entre Dieu et le croyant et refuse tout intermédiaire- se déchaîne avec la réforme d'Ibn Taymiyya au XIV^e, fondateur du salafisme, décidé à débarrasser l'islam de sa tendance mystique - *soufisme*¹ - et *maraboutique*², puis avec celle d'Abdelwahhab au XVIII^e siècle, fondateur du *wahhabisme*, qui rase, en Arabie Saoudite, tous les mausolées des saints personnages dont celui de Mahomet

et de sa fille Zohra. Ses sectateurs s'attaquent à tout ce qui, destiné à entretenir une vénération à l'égard des « saints » de l'Islam, est considéré par eux comme idolâtre, le culte devant être réservé au seul Dieu : tombeaux de saints personnages, ou manuscrits autres que ceux du Coran sont voués à la destruction.

Au XIX^e, ces tendances salafistes et wahhabites entrent en Afrique du Nord (en Algérie) par la confrérie des Sénoussis. Ce sont elles qui ravagent aujourd'hui le Sahel.

Jusqu'à l'arrivée des Portugais sur les côtes de l'Afrique, au XV^e siècle, les facteurs explicatifs du déclin des différents empires sahéliens sont à la fois multiples et constants : désertification et raréfaction de l'or commandent le déplacement des centres politiques ; perte de contrôle des villes-marchés comme Tombouctou (ce qui arrive au Mali au profit des Songhay) ; assauts par de puissants empires sédentaires (Maroc) ou par des Berbères nomades (comme les Touaregs) qui veulent briser un monopole commercial sahélien et s'emparer directement d'une ressource (des salines par exemple).

Quelques soient les déclin relatifs et les déplacements des centres politiques et de leurs routes commerciales, une réalité s'impose toutefois jusqu'à l'arrivée des Européens. Un *âge d'Or du Sahel*, à la fois économique et islamique, a été rendu possible grâce à l'exploitation des ressources humaines et minérales d'Afrique noire au profit de l'Afrique du Nord (Maroc, Cyrénaïque...). La splendeur de la Tombouctou du XVI^e siècle, principal port commercial du Sahel, en est l'illustration éclatante. Issus de riches élites commerçantes, des milliers d'élèves y étudient dans de nombreuses medersas (écoles coraniques), avant de poursuivre leurs études au Caire ou à Fes.

Mais comme toujours, au moment où une civilisation vit son apogée, les germes de son déclin sont posés. A l'échelle mondiale, c'est tout le monde islamique qui est contourné, dans son rôle d'intermédiaire commercial entre l'Europe et l'Asie, par les grandes découvertes et les projections océaniques des navigateurs Européens. Tombouctou et les autres cités-marchés du Sahel n'échappent pas à cette loi. En s'installant sur les côtes d'Afrique occidentale et du Golfe de Guinée, les Portugais détournent du Sahara une grande partie du commerce de l'or. Les grandes constructions politiques de la frange subsaharienne islamisée ne tardent donc pas à s'effondrer et l'Afrique occidentale revient à son émiettement ethnique.

Le moteur commercial grippé, les peuples du Sahel relancent leur expansion grâce au moteur islamique. A partir de la seconde moitié du XVIII^e s. et jusqu'aux colonisations française et britannique à la fin du XIX^e, le djihad va permettre de fédérer au-delà des clivages ethniques et de recréer des empires, avec, comme prétexte à l'expansion, la purification de l'islam.

Quatre grands djihads peuls³, à chaque fois fondateurs de sultanats théocratiques - et gouvernés par des conseils de marabouts-, bouleversent l'histoire de l'Afrique occidentale. Le troisième, celui d'El Hadj, juste avant l'irruption française, s'attaque au Noirs Bambaras restés

largement païens et place la quasi-totalité de la savane sahélienne sous la domination du *Dar-al-islam*, en créant un royaume des Toucouleurs (de langue peule), des marges du Sénégal à l'ouest jusqu'à Tombouctou à l'Est.

C'est alors que survient la colonisation française qui, en à peine sept ans, détruit tous les sultanats théocratiques issus des djihads peuls et met fin à près de dix siècles de domination sur les ethnies noires de la frange méridionale du Sahel et de la forêt. Le cadre millénaire d'une domination des centres nordistes sur les périphéries sudistes est brisé, et les mécanismes de l'inversion sont mis en place par l'œuvre coloniale et civilisatrice. Seuls les Touaregs restent largement insoumis. Mais Bamako l'a emporté sur Tombouctou et Gao.

La décolonisation laisse derrière elle la trace de cette rupture dans la longue durée africaine. Dessinés en fonction de frontières administratives, tous les Etats africains situés aujourd'hui entre les latitudes 10° Nord et 20° Nord se caractérisent par une fracture raciale Nord/Sud entre des populations berbères arabisées au nord et des ethnies noires au sud. Or si, en Mauritanie, des Arabo-Berbères, souvent métissés de noirs, continuent de dominer des populations noires africaines, au Niger comme au Mali, la colonisation a légué le pouvoir aux ethnies noires sédentarisées, au détriment des nomades Touaregs du Nord qui les avaient, longtemps, dominées - c'est d'ailleurs cette solidarité raciale et culturelle qui a amené les Berbères de Mauritanie, à partir de 1990, à soutenir leurs frères Touaregs dans leur combat pour l'indépendance de l'Azawad, l'immense Nord-Mali.

Enfermés dans ces frontières artificielles, des populations longtemps antagonistes mais dont le rapport avait été, un temps, pacifié par l'arbitrage de la France coloniale, sont dès lors revenues à leurs confrontations ancestrales avec d'autant plus d'acuité que les traditions guerrières des Berbères sont beaucoup plus anciennes et plus affirmées que celle des populations noires du sud.

La situation actuelle au Mali est directement l'héritage de cette inversion «centre/périphérie» et répète toutes les autres grandes constantes de l'histoire du Sahel :

- les trafics sahariens n'ont jamais cessé : hier l'or, les esclaves, les razzias, aujourd'hui pour AQMI (*Al Qaïda du Maghreb islamique*) et les autres groupes terroristes

1 Le soufisme n'est pas spécifique à l'Afrique du Nord. Les premières traces se trouvent à Bassorah et Koufa au VIII^e s. et il se répandra autant chez les Turcs que les Africains. Les premières confréries soufies sont persécutées par les autorités sunnites car jugées alliées au chiisme. Elles sont une réaction, souvent imprégnée de paganisme local, à l'orthodoxie sunnite, mais on ne saurait les confondre pour autant avec le kharijisme.

2 En Afrique du Nord, le marabout est souvent un sage pieux, vivant dans le dévouement, à l'origine d'un « culte des saints » qui est sans doute une trace de la christianisation d'avant la vague arabo-islamique ; en Afrique subsaharienne en revanche le marabout est une sorte de chaman, de sorcier magicien, dépositaire des rites sacrificiels animistes.

3 Ousmane dan Fodio en pays Haoussa en 1804 ; Seku Ahmadou au Macina en 1818 ; El-Hadj Omar contre les Bambaras à partir de 1852 ; Samory Touré à partir des années 1880. Voir Bernard Lugan, *Histoire de l'Afrique*, Ellipses, Paris, 2009.

(*Munjaio*, *Ansar Dine* dans le Nord Mali), ou même le Polisario dans le Sahara occidental, la cocaïne en liaison avec l'Amérique Latine, les rançons d'otages européens, et toutes les contrebandes, y compris les filières d'immigration clandestine vers l'Europe.

- la « purification » islamiste se répète, des djihads contre les kharijites jusqu'aux salafistes soutenus par l'argent et la logistique de monarchies du Golfe qui voilent intégralement les femmes, tranchent les mains des voleurs et s'attaquent aux mausolées des « saints » à Tombouctou, comme leurs prédécesseurs, également disciples d'Ibn Taymiyya et d'Abdelwahhab le firent avant eux.
- l'impérialisme sur le Sahara et le Sahel des Etats d'Afrique du Nord continue de se déployer, des poussées anciennes du Royaume du Maroc à travers l'Afrique occidentale jusqu'à l'ambition discrète de l'Algérie de chasser aujourd'hui la France du Sahel, en passant par le projet évanoui d'Etats-Unis du Sahara de Khadafi (appui aux Touaregs, ambition sur le Tchad...)
- l'appétit pour les ressources du sous-sol : autrefois l'or des régions forestières, aujourd'hui l'or du Mali (en passe de devenir le 2^e producteur d'or de l'Afrique), le pétrole de l'immense bassin de Taoudeni (Mauritanie, Mali), l'uranium du Niger et du Sud du Mali (gisement de Faléa) si précieux pour la filière nucléaire française, mais aussi les diamants, la bauxite, le fer, et bien d'autres richesses minérales encore. L'Occident et l'Asie émergente ont besoin de ces ressources, tandis que le Qatar et l'Algérie, puissants producteurs de gaz, ont intérêt à renforcer leur influence mondiale au détriment de la Russie (première réserve prouvée de gaz du monde), en étendant leur emprise sur le Sahel.
- la « vieille compétition » entre la France et les Anglo-saxons n'est pas éteinte. A la fin du XIX^e siècle, Français et Britanniques rivalisaient en Afrique. Depuis le 11 septembre 2001 (plus exactement depuis 2002), les

Américains tentaient, dans tous les Etats sahéliens francophones, de se substituer aux Français grâce à leur *Initiative Pan Sahel* contre le terrorisme et leur commandement stratégique AFRICOM. Or, qu'ils aient voulu s'appuyer sur les Touaregs parce qu'ils étaient de meilleurs combattants que les « sudistes » ou qu'ils aient sciemment joué la déstabilisation pour évincer la France et contrôler les ressources de la région (deux écoles s'affrontent à ce sujet), ils ont en définitive formé la majorité des officiers qui ont fait défection pour encadrer la rébellion du nord-Mali contre Bamako. Contraints désormais de réparer leurs erreurs, les Américains s'engagent aux côtés des Français dans une chasse aux « bandits sahariens » qui s'inscrit dans la droite ligne de l'oeuvre civilisatrice occidentale.

Une multiplicité d'acteurs

La guerre au Mali est la confrontation d'une multiplicité d'acteurs :

1. l'Etat central malien (Bamako) ;
2. les Touaregs indépendantistes de l'Azawad ;
3. les groupes jihadistes ;
4. l'Etat français et sa compagnie pétrolière Total (qui est certes une multinationale sur le plan capitalistique mais dont l'action politique reste coordonnée avec celle de la France) ;
5. l'Etat algérien avec d'une part son Etat profond (le puissant DRS, la sécurité militaire, coeur du régime) d'autre part sa société pétrolière étatique Sonatrach ;
6. les Etats-Unis d'Amérique et leur Etat profond (composé d'éléments de la CIA, du Pentagone, de l'armée) ;
7. l'Etat qatarien et ses intérêts pétroliers et gaziers ;
8. deux Etats voisins, la Mauritanie et la Libye qui ont toujours joué un rôle crucial dans la question touareg.



Ce sont là les principaux protagonistes de l'affaire malienne. Au second plan, d'autres acteurs chargés d'apporter aux acteurs de premier plan une légitimité en terme de droit international : les autres Etats africains (la CEDEAO), l'Union européenne...

Voyons les intérêts et les motivations des premiers rôles qui s'affrontent sur la scène malienne, et pas forcément de manière visible.

L'Etat malien

Afin de présenter l'Etat malien dans ses caractéristiques géopolitiques je m'appuie sur l'article « Mali » du *Dictionnaire de géopolitique* (Chauprade/Thual) lequel date de 1999 dans sa deuxième édition. Cet article permet de rappeler deux idées essentielles :

- premièrement la trace de l'action coloniale au Mali : les soldats français de l'opération SERVAL disposent en effet comme référence des « grands anciens de la colonisation » et d'une littérature militaire coloniale de qualité ;
- deuxièmement la coupure raciale qui caractérise le Mali.

« Le territoire du Mali correspond à l'ancien Soudan de l'Afrique occidentale française (A.O.F.). Ce territoire avait été conquis au XIX^e siècle (Faidherbe puis Gallieni, 1880-1895) dans le cadre de la course au Niger menée par les autorités coloniales françaises (...). Sa base territoriale est formée par le bassin du Haut Niger et la boucle du fleuve Niger. Le territoire a subi de nombreuses mutations, à commencer par l'incorporation temporaire de la Haute-Volta (actuel Burkina-Faso) qui sera de nouveau détachée en 1919, puis la rétrocession à la Mauritanie de territoires du Nord-Ouest.

A l'indépendance en 1958, le Soudan devenu Mali (du nom d'un prestigieux empire mandingue au XIV^e siècle) fusionna un temps avec le Sénégal.

Le Mali est formé d'une partie sahélienne et d'une partie saharienne qui s'articulent sur un bassin fluvial autour duquel irradiant d'anciennes routes commerciales. Cette division géographique est aussi à l'origine de la division géopolitique du pays entre une masse de populations négro-africaines sédentarisées et une minorité de nomades qui vivent au Nord et qui occupent une grande superficie. Ces nomades, Touaregs ou Maures, sont entrés en rébellion dans les années 1990. Plusieurs mouvements se sont créés qui ont tous un but commun : la création de l'Azawad. En dépit des différentes tentatives de règlement, la césure sociale et ethnique demeure profonde. Elle s'insère dans les conflits qui secouent la bande sahélienne, de la Mauritanie au Tchad. Les différents mouvements en faveur de la libération de l'Azawad bénéficient du soutien discret de la Libye ou de la Mauritanie (...)

La parcellisation des mouvements de libération de l'Azawad ne doit pas masquer la profondeur de leur opposition au gouvernement central. La faiblesse de l'unité intérieure du Mali constitue sans doute la caractéristique géopolitique majeure de ce pays. »

Treize ans après que ces lignes aient été écrites, et donc

en janvier 2012, revenant de Libye après la chute de Kadhafi (avec lequel ils étaient alliés), les Touaregs du MNLA (Mouvement National de Libération de l'Azawad) défont l'armée malienne et proclament l'indépendance de l'Azawad. Mais la lutte séparatiste ancienne menée par le MNLA est très vite débordée par une autre lutte, celle du jihad.⁴

Trois groupes principaux mènent ce jihad dans la région : *Ansar Dine* fondé par un leader historique du mouvement touareg, passé à la lutte islamiste ; le Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de l'Ouest - MUJAO - et enfin Al Qaïda au Maghreb islamique - AQMI groupe historiquement beaucoup plus algérien puisqu'il est l'héritier du GSPC lui-même héritier des GIA de la guerre civile algérienne.

Début avril 2012, le MNLA et ces groupes islamistes prennent le contrôle des capitales des 3 régions du Nord-Mali : Kidal, Gao et Tombouctou. Le 6 avril, le MNLA proclame l'indépendance de l'Azawad, ce qui était son but historique. Mais voilà que ce qui était prévisible se produit : l'islamisme submerge le nationalisme touareg, d'autant que le premier est susceptible de trouver bien davantage de soutiens extérieurs que le second. Fin juin 2012, le trio AQMI/MUJAO/Ansar Dine écrase le MNLA à Gao puis à Tombouctou. Commence la triste destruction de mausolées de saints musulmans à Tombouctou (représailles à la décision de l'UNESCO de classer la ville patrimoine mondial en péril).

Mais revenons à Bamako. Le but premier de l'Etat malien est de reprendre le contrôle du Nord et de se venger des Touaregs en s'appuyant sur la puissance française. C'est évidemment un but politiquement dangereux pour la France. Pour Paris, chasser les groupes islamistes du Nord du Mali ne doit pas pour autant déboucher sur une épuration ethnique anti-Touareg. A mesure que l'armée française va s'approcher de ses objectifs (faire reculer son ennemi) elle va se rendre compte que l'armée malienne qu'elle traîne dans son sillage s'emploiera à se venger sur les populations touaregs et cela risque de devenir un vrai problème à gérer pour Paris.

Incapable militairement de résister face aux guerriers du désert, l'armée africaine malienne, même aidée par d'autres troupes noires (CEDEAO) se trouve dans l'incapacité de restaurer l'unité du Mali (unité ô combien artificielle, comme nous l'avons vu auparavant) sans l'action militaire de la France.

Les Touaregs indépendantistes du MNLA

Les Touaregs sont 1,5 millions de nomades du Sahara (origine berbère mais métissage avec des Noirs et des Arabes) vivant sur plus de 2 millions de km² (Niger, Mali, Algérie, Libye, Burkina Faso), souvent en marge de leur Etat d'appartenance.

Au Mali, dans la région de l'Azawad, ils seraient environ 500'000 sur une population de malienne de 16 millions (au Niger les Touaregs sont 850'000 sur une population

⁴ Lutte qui, en Afrique occidentale, n'a rien de nouveau, bien au contraire : je renvoie à ce propos à mon ouvrage *Géopolitique, Constantes et changements dans l'histoire*, Ellipses, 2007, p. 314 à 325 : l'islamisation de l'Afrique noire.

quasiment identique à celle du Mali soit 16 millions). Ce qui revient à souligner qu'une minorité d'un demi-million est en train d'écraser l'armée représentant la sécurité et les intérêts de 15,5 millions de citoyens maliens noirs! Qui pourra contester à la France qu'elle se bat bien aux côtés de l'écrasante majorité de la population, laquelle, et c'est un fait établi et difficilement contestable, est attachée à son islam trempé de traditions africaines et refuse le modèle salafiste importé? Affirmer cela ne signifie pas pour autant nier ou cacher le fait que la France a ses propres intérêts. Cela fait bien longtemps que la France n'a pas mené une guerre pour ses intérêts propres et non pour des profits américains. Après tout, la France a bien le droit d'avoir aussi ses intérêts, comme n'importe quel autre Etat, et de les défendre, à condition évidemment que la défense de ses intérêts ne se confonde pas avec la prédation.

Dans le passé, les Touaregs étaient loin d'avoir une position défavorable. Avant la colonisation française, ils étaient même les seuls, avec les Ethiopiens, à disposer de leur propre écriture et ils contrôlaient le commerce caravanier et d'immenses troupeaux. Avant la colonisation française, ce sont les Touaregs qui razziaient les Noirs d'Afrique et les Maliens redécouvrent aujourd'hui cette vérité. La vérité est que la colonisation a souvent été un cadre pacificateur (on parlait d'ailleurs de pacification) et protecteur pour les ethnies dominées d'Afrique noire. Elle a, en revanche, été une catastrophe et une perte de puissance pour les ethnies anciennement dominantes. En refusant, par exemple, l'école française de la colonisation, les Touaregs ont créé eux-mêmes, au moment des indépendances, les conditions de leur marginalisation au profit des Noirs.

Lorsque s'effondre ce cadre de la Guerre froide qui avait gelé tant de conflits identitaires dans les Etats, les Touaregs relèvent la tête et entrent en rébellion au Niger et au Mali. Finalement en 2009, des accords de paix aboutissent théoriquement à une décentralisation des régions touaregs assortie d'une large autonomie de gestion. Comme ces accords ne sont pas appliqués, plusieurs ex-leaders touaregs qui avaient été intégrés dans l'armée maliennes désertent. Le problème est d'autant plus grave que les Américains (je reviendrai sur ce point capital), dans le cadre de leur coopération militaire anti-terroriste avec le Mali et avec de nombreux autres Etats de la zone (la Pan Sahel Initiative qui deviendra la TSCI), ont souvent choisi de s'appuyer sur des officiers touaregs - avaient-ils une idée machiavélique derrière la tête ou agissaient-ils ainsi de manière pragmatique parce qu'ils constataient que les Touaregs sont les meilleurs combattants?

Dans cette affaire la chute de Kadhafi, voulue et provoquée, faut-il le rappeler, par la présidence de Nicolas Sarkozy en accord avec les Américains et les Anglais, est directement à l'origine de ce qui se passe aujourd'hui au Nord-Mali. Lorsque les forces kadhafistes s'effondrent, les centaines de Touaregs du MNLA qui combattaient à leurs côtés rentrent précipitamment au pays lourdement armés et rallument la flamme combattante du séparatisme. En janvier 2012, la rébellion touareg, dont la composante essentielle est le MNLA, demande explicitement l'indépendance du Nord-Mali et passe à l'offensive.

Depuis, le MNLA a été dépassé militairement par les trois groupes islamistes (Ansar Dine, Mujao et AQMI) mais il conserve pourtant le gros des effectifs car seule une petite fraction de ses membres a rallié Ansar Dine.

Aucune sortie durable de la crise n'est en réalité possible sans le MNLA. Une entente doit se faire entre Bamako/Paris d'un côté, le MNLA de l'autre, afin de régler la question islamiste dans la zone. Paris est en position de force car Bamako ne peut plus rien sans les troupes françaises et par conséquent les militaires français doivent s'allier avec le MNLA, composante séparatiste mais non jihadiste des Touaregs, pour chasser les islamistes de la zone. Si l'armée française ne sous-traite pas aux Touaregs le « nettoyage » de cet immense espace à la fois désertique et montagneux, elle entrera dans un tunnel sans fin et sans doute plus coûteux financièrement que meurtrier (car militairement l'opération restera beaucoup plus maîtrisable que l'Afghanistan). Ensuite, la France doit se placer en position de médiation entre le MNLA et Bamako. L'affaire est cependant plus complexe qu'il n'y paraît. Il n'existe pas un, mais trois Azawad: le Sud (Songhay et Peuls), le long du Niger, le Nord territoire des Touaregs et l'Ouest saharien arabe.

Les groupes jihadistes

Il est rapporté que trois groupes islamistes se trouvent impliqués dans l'affaire du Nord-Mali. Deux groupes qui présentent un caractère identitaire local: *Ansar Dine*, émanation islamiste radicale du MNLA, le mouvement historique de combat des Touaregs et dont la base originelle est Kidal; le *Mujao* (base Gao); AQMI qui lui est un ensemble de cellules djihadistes beaucoup plus algérien et qui s'inscrit dans la filiation GIA/GSPC.

Mon analyse sur l'islamisme radical et terroriste est bien connue. Pour chaque mouvement identifié et analysé il convient de se poser deux questions:

1. Quelle est la part locale et la part globale (le lien avec une « internationale » islamiste)?
2. Quelle est la part authentique (combattants authentiquement islamistes) et la part infiltrée/fabriquée (groupe infiltré par des services étatiques et dont les actions orientées obéissent à une stratégie de la tension de la part d'un ou plusieurs Etats)?

Nous n'avons pas le temps de refaire ici l'histoire du terrorisme islamiste et celle-ci a d'ailleurs été abondamment traitée. Pour dire les choses simplement, deux lectures s'opposent. Une première lecture, dominante et médiatisée, est celle qu'Al Qaïda, et plus globalement le « terrorisme international », sont des forces autonomes, obéissant à leur propre agenda, et qui mènent une guerre contre l'Occident. La deuxième lecture (qui est la mienne) considère le terrorisme islamiste comme la combinaison d'un combat authentique (des jihadistes mènent réellement une guerre terroriste contre « l'Occident impie ») et d'une instrumentalisation/manipulation de la part de services étatiques ou de composantes de ces services.

Cette deuxième lecture ne peut être comprise qu'à

condition d'intégrer dans l'analyse la dimension mafieuse du phénomène jhadoo-terroriste. Cette dimension mafieuse est d'ailleurs admise dans les deux lectures du terrorisme international. Les médias officiels ne manquent pas de souligner qu'AQMI (Al Qaïda du Maghreb islamique) travaille main dans la main avec les cartels colombien et vénézuélien pour faciliter l'acheminement par voie aérienne de cargaisons de drogue vers le désert saharien, laquelle drogue repart ensuite vers l'Europe. Ils parlent de « Mister Malboro » à propos du terroriste Mokhtar Ben Mokhtar - ceci afin de bien souligner son implication dans des trafics de cigarettes. Mais trafics de drogue, de cigarettes et même d'immigrés clandestins, autant que prises otages sont les diverses facettes d'une économie du crime que contrôlent ces groupes sahariens, dans la droite ligne de la contrebande saharienne la plus ancienne. Je renvoie à ma première partie consacrée aux permanences sahéniennes.

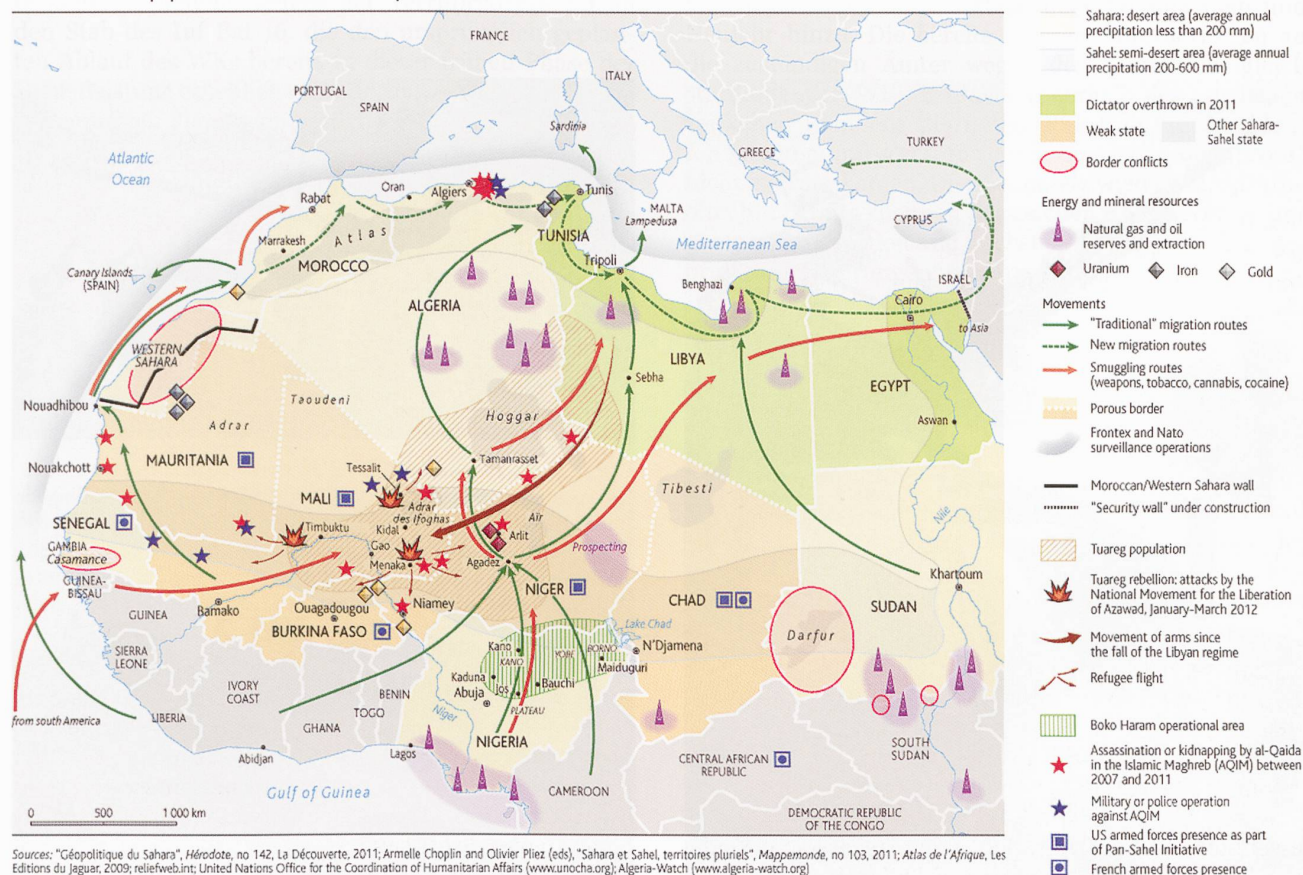
En insistant d'ailleurs tellement sur cette dimension mafieuse (laquelle, je le répète, n'est contestée par personne), les médias finissent par nous amener à nous demander ce qui compte le plus pour ces terroristes : l'argent (le trafic) ou bien le jihad ? L'argent mafieux sert-il à financer le jihad ou bien le jihad n'est-il qu'un alibi pour couvrir le trafic ? Difficile de répondre mais ce qui est certain est que la confusion entre argent sale et idéologie montre que ces groupes peuvent accueillir en leur sein (et même à leur tête) des infiltrés n'ayant d'autres but que de

mettre l'action terroriste en conformité avec l'agenda du service d'Etat qu'ils servent.

Ce que je crois, c'est qu'Al Qaïda est un instrument de l'Etat profond américain qui justifie, depuis la fin de la guerre froide, une bonne partie de la projection de puissance américaine, et qu'AQMI est le faux-nez maghrébin de cet instrument occulte, mais avec une différence notable avec les autres composantes régionales d'Al Qaïda (Afghanistan, Irak, Yémen...) : l'Etat profond américain ne contrôle pas directement AQMI. C'est en effet très probablement le DRS algérien, la sécurité militaire algérienne, qui contrôle AQMI. Là encore la démonstration serait longue à donner mais elle existe et elle a été donnée depuis longtemps par des auteurs suisses, britanniques ou allemands.

A propos du DRS, je renvoie notamment aux travaux du britannique Jeremy Keenan, ou bien à l'étude extrêmement pointue « Al Qaïda au Maghreb ou l'étrange histoire du GSPC algérien » par François Gèze et Sallima Mellah (septembre 2007). Il ne fait aucun doute que les GIA ont été créés durant la guerre civile algérienne, en tant qu'organisation contre-insurrectionnelle, dans le but premier de discréditer, par des crimes atroces perpétrés contre la population, le combat armé d'un Front Islamique du Salut (pour lequel, je n'ai par ailleurs aucune sympathie) qui avait gagné les élections. Il ne fait guère de doutes non plus que ces GIA se sont transformés en GSPC après la guerre civile et sont montés

Mouvements de populations et trafics en Afrique du Nord.



en puissance après le 11 septembre 2001, lorsque l'Etat profond algérien a compris, non seulement que l'Etat profond américain était derrière Al-Qaïda, mais que si Alger ne voulait pas subir l'agenda américain dans le Sahara, il fallait devancer celui-ci. Le GSPC est né du « magnifique » esprit d'initiative algérien lequel a su offrir aux Américains l'ennemi idéal (jusqu'à prendre en 2007 le nom d'Al Qaïda du Maghreb islamique) leur permettant de justifier leur implantation dans le Sahara -implantation au service d'autres intérêts pétroliers et gaziers. Au fond, les Abdelrazak El Para et autres Mokhtar Ben Mokhtar, ces personnages qui ont dirigé actions terroristes et prises d'otages occidentaux, sans jamais se faire prendre et en laissant leurs acolytes se faire tuer à leur place, présentent le même profil qu'Oussama Ben Laden mystérieusement disparu en mer. Ils ont d'abord travaillé pour l'Etat profond de l'Etat qu'ensuite ils se sont mis officiellement à combattre. Alors que Ben Laden fut membre de la CIA, les chefs des katibas islamistes du GSPC puis d'AQMI sont eux d'anciens officiers de l'armée algérienne. Bien formés, ces officiers, après avoir infiltré (et peut-être même créé) les cellules combattantes, en ont pris aisément le commandement.

Une réalité indicible dans les médias français, du fait même de l'importance des intérêts économiques de la France en Algérie, mais aussi de la collusion de ses « élites politiques » avec le régime algérien (pensons au Ministre Valls qui, a *contrario* de ses homologues européens, louait l'efficacité des forces spéciales algériennes après le naufrage d'In Amenas) est qu'AQMI, le Polisario, le DRS algérien et les trafics de drogue sahariens sont très

probablement une seule et même organisation du crime dont le but est double : premièrement l'enrichissement personnel de généraux algériens qui supervisent le trafic de drogue réalisé par les chefs terroristes ; deuxièmement sauver à tout prix le régime algérien en faisant apparaître celui-ci, aux yeux de l'Occident, comme le rempart absolu contre le fondamentalisme, un rempart que la vague de révolutions arabes ne saurait déstabiliser. C'est ainsi que dans un pays où le niveau d'éducation est une incontestable réussite, où tant de talents pourraient oeuvrer au développement, parvient à se maintenir un régime qui vole à la jeunesse son avenir en même temps que ses ressources gazières et pétrolières.

« Grâce » au GSPC et à AQMI, l'Etat algérien apparaît depuis 2001, aux yeux des Etats-Unis et de la France (du grand public car dans l'hyperclasse il y a peu de dupes) comme un rempart contre l'islamisme radical dans la région. Et la stratégie a fonctionné, jusqu'aux révolutions arabes qui ont emporté les uns après les autres (Tunisie, Egypte, Yémen) tous les régimes autoritaires « laïcissants » (terme à prendre avec une extrême précaution s'agissant de pays musulmans), avant que l'Occident ne s'en prenne ensuite directement à ceux qui ne tombaient pas d'eux-mêmes (Libye, Syrie). Donc pour le DRS cela ne faisait pas l'ombre d'un doute : l'Algérie était la suivante sur la liste, à moins d'écarter l'Occident du sillage des islamistes politiques (ceux qui allaient devenir majoritaires dans de nombreux pays à la suite de l'écroulement des régimes forts) et de le ramener à la « grande époque » de la guerre contre le terrorisme international.

A suivre.

A. C.

